

# Comment l'Irlande peut rebondir

LE POINT DE VUE DE BRIAN LENIHAN

Malgré la robustesse de notre économie - les investissements réguliers et la bonne santé des exportations - l'Irlande se trouve aujourd'hui dans une situation peu enviable. Après des années de recours à des emprunts extérieurs, qui ont alimenté le boom de la construction, les banques irlandaises sont devenues vulnérables au climat du marché. La faillite de Lehman Brothers a simplement précipité leur chute, et dans son sillage, a fait un trou dans les finances publiques.



Brian Lenihan, ministre irlandais des Finances, confiant dans l'avenir.

Nous avons réagi promptement pour assainir nos finances. Des mesures fiscales drastiques ont contribué à stabiliser l'économie après une forte contraction. L'an dernier, notre excédent commercial de plus de 39 milliards d'euros a montré la progression de notre compétitivité. La production a augmenté et l'Irlande est devenue plus intéressante - avec les coûts des loyers, de la main-d'œuvre et des prix à la consommation à la baisse - pour exercer des activités commerciales.

Nous avons fait d'énormes progrès pour redonner confiance en notre système bancaire. L'Agence nationale de gestion des actifs (National Asset Management Agency) est sur le point d'atteindre son objectif d'assainir les bilans des banques en les débarrassant de leurs actifs toxiques. Le système de régulation financière a été réformé selon les meilleures normes internationales. Les banques se sont vu fixer des normes rigoureuses en termes de capitaux.

Les attentes du marché sur les capitalisations bancaires ont récemment augmenté, devenant un problème grandissant et pas seulement en Irlande. Le pays ne pouvait le gérer seul.

La décision du gouvernement irlandais d'en appeler au soutien financier de l'Union européenne et des membres de la zone euro, avec le soutien du FMI, a été provoquée par nos propres besoins et par le souhait de sauvegarder la stabilité financière en Europe. Le programme de l'UE et du FMI en discussion s'appuiera sur les mesures que nous avons déjà prises pour reconstruire notre secteur bancaire. Il annoncera une restructuration du système bancaire, qui sera dès lors mieux adapté aux besoins de notre économie.

Notre nouveau plan de relance sur quatre ans se concentre sur la stabilité budgétaire et la croissance économique. Nous pouvons relever les défis de l'économie grâce aux ajustements budgétaires ambitieux et aux réformes structurelles programmées, confortés par les mesures de soutien financier de l'UE et du FMI.

Ce plan définit une feuille de route plausible pour ramener notre déficit à 3 % du PIB en 2014 puisqu'un écart de 19 milliards d'euros entre les recettes et les dépenses, comme c'est le cas cette année, n'est pas viable. Au cours des deux dernières années, nous avons procédé à des ajustements budgétaires de près de 15 milliards d'euros. Dans le cadre de ce nouveau plan nous procéde-

rons à 15 milliards d'euros d'ajustements supplémentaires : 10 milliards d'euros sur les dépenses et 5 milliards d'euros qui proviendront de nouvelles mesures fiscales. Ces dernières ont été bien accueillies par l'Eurogroupe et les autres ministres des Finances.

Les coupes budgétaires incluront des réductions des salaires et des retraites dans le secteur public. Des économies seront également réalisées dans le domaine des prestations sociales. Le salaire minimum sera réduit. 24.750 postes de fonctionnaires seront supprimés dans le secteur public. L'assiette de l'impôt sera élargie et le taux de la TVA augmenté. De nouvelles taxes seront introduites et un certain nombre d'allègements fiscaux seront supprimés.

L'année prochaine, notre balance des paiements sera excédentaire, et nous prévoyons que le PIB va croître en moyenne de 2,75 % au cours des quatre prochaines années. L'Irlande doit se sortir de la situation actuelle et le plan permet d'identifier les secteurs d'activité qui assureront la croissance et l'emploi pour une reprise.

En classant les taxes selon leur impact sur la croissance, l'OCDE a déterminé que les augmentations d'impôt sur les sociétés étaient les plus susceptibles de nuire à la croissance. Puisque notre politique est basée sur le retour à la croissance de l'économie, notre taux d'imposition sur les sociétés de 12,5 % ne sera pas et ne peut pas changer.

On ne peut nier que la réputation de l'Irlande a été ternie ces derniers mois. Il est bon de rappeler que la Banque mondiale nous classe parmi les 10 meilleurs pays au monde pour la facilité à exercer des activités commerciales, et nous sommes au deuxième rang en Europe en termes de productivité et de flexibilité. De plus, d'après l'indice du développement humain du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) qui mesure la qualité de vie, l'Irlande occupe le cinquième rang mondial.

L'adhésion de l'Irlande à l'Union européenne a modifié notre pays et au cours de cette crise financière, l'Europe nous a montré sa solidarité. Nous y sommes sensibles. Nous saluons le soutien indéfectible et l'amitié de nos partenaires du monde entier. Alors que nous avons la chance d'avoir de tels amis, la tâche de la reconstruction économique nous appartient.

L'Irlande peut rebondir. Les mesures du plan s'appuient sur nos points forts et permet de suivre une ligne de conduite plausible vers la reprise. Il nous montre comment nous pouvons aller de l'endroit où nous sommes vers l'endroit où nous voulons aller. Ce plan reprend à son compte la citation d'Abraham Lincoln : « Si nous pouvions d'abord savoir où nous sommes, et où l'on tend, nous pourrions alors mieux juger de ce qu'il faut faire et comment le faire. »

Brian Lenihan est le ministre irlandais des Finances

## « IRON BRIAN », L'HOMME FORT DU GOUVERNEMENT IRLANDAIS

Brian Lenihan, le jeune, est un enfant de l'art. Son père, Brian Patrick Lenihan, a été pendant de longues années l'un des principaux dirigeants du Fianna Fail, le parti actuellement majoritaire au Parlement irlandais, le Dail Eireann. Issu d'une véritable dynastie de femmes et d'hommes politiques, Brian Lenihan a hérité d'une détermination sans faille. Touché par un cancer au pancréas, ce roc de cinquante et un ans est aujourd'hui à son poste de ministre des Finances le véritable homme fort du gouvernement irlandais. C'est lui qui tient bon face à ses pairs européens quand on lui demande de relever l'impôt sur les sociétés. Mais c'est encore lui qui parvient à convaincre les autres

membres de l'exécutif de demander sans plus tarder une aide financière internationale. Marié, père d'un garçon et d'une fille, il a rapidement gravi les échelons de la vie politique de son pays. Diplômé du prestigieux Trinity College de Dublin, puis de l'université de Cambridge, élu au Parlement pour la première fois en 1996, Brian Lenihan a été tout d'abord ministre de la Protection de l'enfance auprès du ministre de la Santé. Il a ensuite été choisi en juin 2007 pour diriger le ministère de la Justice. Il le quittera un an plus tard pour se mettre résolument à la barre du ministère des Finances dans l'océan en tempête de la crise globale. Barre qu'il tient d'une main ferme en dépit de la maladie qui le ronge.

## LIVRES

# L'économie dans tous ses états

Comment sont nés les économistes ? Quelles sont les idées vraies et fausses en économie ? La croissance est-elle prédéterminée ? Trois livres percutants.

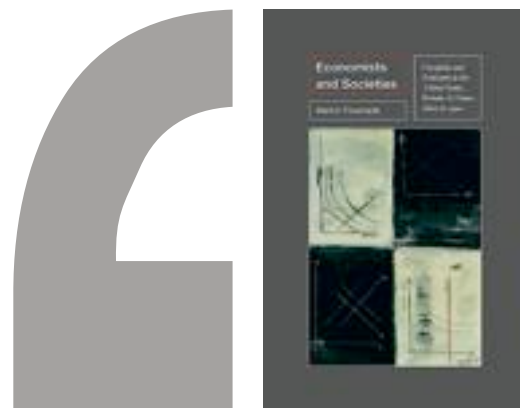
Critiqués pour ne pas avoir suffisamment anticipé la crise, les économistes restent un sujet de curiosité pour le monde de l'édition. Retour sur un monde, et une matière, beaucoup moins monolithique qu'on le croit.

### Naissance des économistes

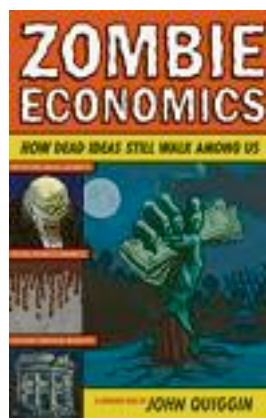
Sous un titre qui fleurit bon Max Weber, Marion Fourcade, sociologue à Berkeley, produit un attrayant exercice de sociologie historique. Elle s'intéresse à l'apparition, à la légitimation et à l'expansion de l'économie comme discipline, avec ses méthodes, ses diplômes, ses institutions. Le propos couvre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France des années 1890 aux années 1990. En France, par tradition de bureaucratie et de puissance publiques, l'économie n'a su s'implanter que tardivement. Les administrateurs économistes sont formés par les pouvoirs publics. Au Royaume-Uni, de coutume aristocratique et d'esprit public, les économistes sont plutôt de distingués savants. Aux compétences moins formellement délimitées, ils ne sont pas trop organisés sur le plan professionnel. Aux Etats-Unis, le « professionnalisme scientifique et commercial » des économistes a pu s'affirmer tôt, en l'absence de technocrates, s'appuyant sur la quantification et l'empirisme. Il s'accompagne d'un « impérialisme intellectuel » qui fait que tout peut y être objet d'économiste. Fourcade, dans sa somme cultivée, sépare trois dynamiques de professionnalisation, qui résistent encore à l'internationalisation de la matière, même si l'économie est devenue globalement reine.

### Vraies et fausses théories

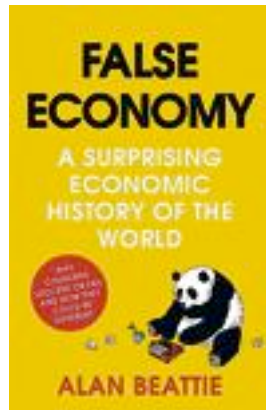
Les économistes ont leurs théories et leurs lubies. Ils aiment s'écharper sur ce qu'ils estiment être des vérités établies, ou des idées fausses. Dans le camp des keynésiens, l'Australien John Quiggin a sorti, à l'occasion d'Halloween, un recueil et une analyse fouillée des idées « zombies » en économie. Il s'agit des observations et des théorisations dont la fausseté aurait, selon lui, été démontrée mais qui, tels des morts-vivants, peuplent encore les déclarations et orientations politiques, tout comme les universités et les revues spécialisées. Le chasseur de revenants fait écho, pour chacune des propositions critiquées, de sa naissance, de sa vie, de sa mort, puis de sa réanimation et des perspectives plus réalistes que l'auteur souhaite voir suivies. Pour le moins réservé à l'égard de ce qu'il appelle le « libéralisme de marché », Quiggin fait la peau à l'hypothèse des marchés efficients, à l'utilité de la privatisation de certaines politiques publiques ou encore à l'effet de ruissellement en matière de développement (soutenir les riches ne profiterait, en réalité, jamais aux pauvres). Au final, il plaide pour davantage de réalisme, d'équité et d'humilité. S'il séduira les convaincus et



**ECONOMISTS AND SOCIETIES. DISCIPLINE AND PROFESSION IN THE UNITED STATES, BRITAIN AND FRANCE, 1890S TO 1990S.**  
par Marion Fourcade.  
Princeton, Princeton University Press, 2009, 386 pages.



**ZOMBIE ECONOMICS. HOW DEAD IDEAS STILL WALK AMONG US.**  
par John Quiggin.  
Princeton, Princeton University Press, 2010, 238 pages.



**FALSE ECONOMY. A SURPRISING ECONOMIC HISTORY OF THE WORLD.**  
par Alain Beattie.  
Londres, Penguin, 2009, 312 pages.

irritera ses opposants, cet ouvrage intéressera, grâce à l'originalité du ton, à l'éclat du propos et, pour les amateurs, à l'excellence des références mobilisées.

### D'où vient la croissance ?

Favorable aux mécanismes de marché et à la flexibilité, le Britannique Alain Beattie, du « Financial Times », a une double formation d'historien et d'économiste. D'où son intérêt pour l'histoire économique. S'il ne produit pas un ouvrage d'une rare originalité, il revient avec simplicité sur des vérités difficilement contestables. Les faits tout d'abord. Argentine et Etats-Unis, au XIX<sup>e</sup> siècle, étaient engagés sur une même trajectoire de succès. La première s'est effacée puis écroulée. Les seconds sont devenus une superpuissance. Abordant quelques grands dossiers (urbanisation, corruption, ressour-

ces naturelles), tout en proposant quelques développements amusants (sur les inutiles claviers Qwerty), l'auteur soutient que progrès et croissance ne sont pas fonction de la chance, de la nature ou de la religion. La réussite économique résulte des choix des personnes et des régimes à l'œuvre. Le grand sujet historique est celui des « sentiers de dépendance » qui consistent en carcans dans lesquels s'enferment progressivement les dirigeants et les institutions. Ces chemins qui peuvent être choisis ne sont pas pour autant des déterminants absolus. Avec des accents lyriques, Beattie écrit que « l'histoire n'est pas dite par le destin, mais faite par les hommes ». Il s'ensuit, pour l'économiste, qu'il est difficile de prédire tout, comme de prescrire. **JULIEN DAMON** PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

# Une encyclopédie sur l'énergie

Eminents spécialistes du secteur, les auteurs livrent une somme très pédagogique sur les enjeux énergétiques mondiaux.

Tout est réuni pour que cet ouvrage soit un succès. D'abord le sujet lui-même, au cœur des préoccupations mondiales, et puis ce couple d'auteurs qui allie la rigueur analytique - Jean-Pierre Hansen et Jacques Percebois sont très reconnus dans le domaine -, et la connaissance intime de la réalité des marchés. Jean-Pierre Hansen a occupé des fonctions éminentes à la tête de grands groupes énergétiques européens. Pour couronner le tout, il y a la préface de Marcel Boiteux. Bien plus qu'une préface, dans la mesure où il reprend l'histoire de la pensée économique de la tarification optimale, histoire dont il fut l'un des acteurs essentiels.

Et, finalement, le résultat de ce livre est encore plus impressionnant que ce qu'on pouvait en attendre. Une véritable encyclopédie au sens premier du terme. Aucun sujet de théorie économique ou appliquée à propos des différentes sources énergétiques n'échappe à une description fouillée et surtout, extrêmement accessible au lecteur. En un mot, il n'y a



**ÉNERGIE, ÉCONOMIE ET POLITIQUES**  
par Jean-Pierre Hansen et Jacques Percebois.  
Ed. De Boeck, Collection Ouvertures économiques, 786 pages, 49,50 euros.

jamais eu à ma connaissance en langue anglaise ou française un tel panorama des problèmes économiques de l'énergie.

Pour l'économiste, quatre mots ou expressions pourraient le résumer : rareté, prix, régulation et couple énergie-environnement. La rareté, celle des énergies disponibles - le pétrole, le gaz naturel, l'électricité, qu'elle soit d'origine traditionnelle, nucléaire ou éolienne. Le prix, et donc souvent le tarif, s'en déduit mais avec une diversité de forme des marchés, la complexité des rapports de force entre offre et demande, l'existence de rentes, qui là aussi montrent à quel point la science économique peut être rigoureuse

et précise, donc utile. La régulation, elle, c'est l'objet par excellence du débat politique, de l'ambition, souvent malmenée, de préserver l'intérêt du consommateur.

Mais là aussi, les économistes peuvent s'appuyer sur de nombreux concepts et instruments maniés avec beaucoup de verve et de clarté dans ce livre ; surtout sur le sentiment que la vie énergétique nécessite une régulation très construite car elle ne se résume pas au monopole naturel. Et puis il y a cet antagonisme entre la production d'énergie qui émet des gaz à effet de serre et le besoin de croissance naturelle de notre société. C'est peut-être le seul léger reproche que l'on peut faire aux auteurs, mais même cela peut se discuter, avoir traité rapidement des problèmes d'environnement. Mais il est vrai que le lecteur en était déjà à la 700<sup>e</sup> page et que le marché des permis d'émission fera sûrement l'objet d'un prochain ouvrage.

**JEAN-HERVÉ LORENZI**  
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE  
À L'UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE